

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 3117

[C — 2000/21525]

**23 JUIN 2000.** — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération concernant le mode de répartition des frais des receveurs régionaux et le mode de prélèvement de la contribution dans ces frais par les administrations, conclu à Bruxelles le 9 décembre 1997 entre l'Etat, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Il est porté assentiment à l'accord de coopération concernant le mode de répartition des frais des receveurs régionaux et le mode de prélèvement de la contribution dans ces frais par les administrations, conclu à Bruxelles le 9 décembre 1997 entre l'Etat, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
J.-M. SEVERIN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 1999-2000* :  
Documents du Conseil 94 (1999-2000). N<sup>os</sup> 1 et 2.  
*Compte rendu intégral*. — Séance publique du 7 juin 2000.  
Discussion. — Vote.

**Accord de coopération conclu entre l'Etat, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant le mode de répartition des frais des receveurs régionaux et le mode de prélèvement de la contribution dans ces frais par les administrations**

Vu l'article 162 de la Constitution coordonnée du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 5 et 92bis, § 1<sup>er</sup>, modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 4, § 2, et l'article 55, modifié par l'article 122 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'article 140 de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 21 décembre 1994;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 concernant les centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté royal du 21 février 1955 fixant les bases de la répartition des dépenses relatives aux receveurs communaux régionaux, et modifiant l'arrêté royal du 16 mars 1935 qui institue un fonds de garantie de la gestion de ces receveurs, notamment l'article 1<sup>er</sup> modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> décembre 1976, 15 décembre 1978 et 2 juillet 1980;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1977 relatif à la désignation de receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale, notamment les articles 2 et 4;

Considérant que les frais des receveurs régionaux sont exposés par l'autorité fédérale et qu'il s'indique d'aboutir à une répartition équilibrée de ces frais entre les communes et les C.P.A.S. desservis par un receveur régional;

Considérant que, vu que la répartition des frais des receveurs régionaux pour les communes relève de la compétence de l'autorité fédérale d'une part et que la répartition des frais des receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale relève de la compétence des communautés d'autre part, il s'indique de conclure à ce sujet un accord de coopération entre les différentes autorités compétentes;

L'Etat, représenté par le Ministre de l'Intérieur;

La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre wallon de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales du Gouvernement de la Communauté germanophone;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Les différentes parties conviennent que l'autorité fédérale doit appliquer la répartition des frais fixée par le présent accord pour la récupération de toutes les dépenses et cotisations en faveur des receveurs régionaux.

Art. 2. Les dépenses et cotisations des receveurs régionaux sont réparties, par province et par année civile, de la façon suivante :

1° Le montant des frais à répartir est fixé par année civile.

Ce montant est obtenu en déduisant de la somme des frais des receveurs régionaux les frais d'investissement exposés pour une administration déterminée. Ces frais d'investissement sont imputés à l'administration pour laquelle ces dépenses ont été effectuées.

2° Le coût moyen d'un receveur régional est calculé en divisant le montant obtenu de la manière prévue au 1° par le nombre total des receveurs régionaux pour qui les frais à répartir ont été exposés.

Le nombre total des receveurs régionaux est calculé au prorata par mois.

3° Du coût moyen, obtenu de la manière prévue au 2°, d'un receveur régional, il est calculé un pourcentage déterminé par administration desservie par un receveur régional.

Pour les administrations communales, ce pourcentage dépend du nombre d'habitants et il est également tenu compte du reclassement en application de l'article 29 de la nouvelle loi communale.

Pour les centres publics d'aide sociale, ce pourcentage dépend du nombre d'habitants et il est également tenu compte de l'importance des activités déployées ou de la disposition d'une institution d'une certaine ampleur. Le gouverneur de la province détermine la catégorie à laquelle appartient chaque centre public d'aide sociale. Il soumet cette proposition à l'avis du Ministre ayant la tutelle sur les centres publics d'aide sociale respectivement compétent. En cas d'avis favorable ou à défaut d'avis dans un délai de 45 jours, la date de la poste faisant foi de l'envoi, la proposition du gouverneur devient définitive. En cas d'avis défavorable, le gouverneur, s'il ne peut lui-même suivre cet avis, transmet le dossier pour décision au Ministre de l'Intérieur.

Les pourcentages sont les suivants :

Chiffre de population communes	Pourcentage de la contribution des communes	Pourcentage de la contribution CPAS	
		Catégorie A, sans institution	Catégorie B, avec institution ou activité importante
1. < 501	5 %	3 %	4 %
2. 501 - 1 500	15 %	6 %	9 %
3. 1 501 - 3 000	20 %	9 %	12 %
4. 3 001 - 4 000	27 %	12 %	16 %
5. 4 001 - 5 000	33 %	14 %	19 %
6. 5 001 - 6 000	40 %	17 %	27 %
7. 6 001 - 8 000	55 %	24 %	34 %
8. 8 001 - 10 000	70 %	30 %	40 %
9. 10 001 - 15 000	90 %	39 %	51 %
10. 15 001 - 20 000	100 %	43 %	57 %
11. 20 001 - 25 000	100 %	90 %	90 %
12. 25 001	100 %	100 %	100 %

4° La différence est calculée entre la somme des contributions calculée conformément au 3° et la somme des frais à répartir calculée conformément au 1°. Cette différence est répartie de façon proportionnelle entre les administrations en utilisant la même clé de répartition que celle fixée au 3° du présent article.

Art. 3. La récupération des frais visée à l'article 2 peut se faire par voie d'avances mensuelles imputées aux administrations desservies par un receveur régional. Ces avances mensuelles sont calculées sur la base du traitement mathématique moyen du receveur régional, y compris les cotisations.

Ce traitement moyen est réparti entre les administrations desservies par un receveur régional de la même manière que celle prévue à l'article 2, 3°.

Art. 4. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 février 1955 fixant les bases de la répartition des dépenses relatives aux receveurs communaux régionaux, et modifiant l'arrêté royal du 16 mars 1935 qui institue un fonds de garantie de la gestion de ces receveurs, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> décembre 1976, 15 décembre 1978 et 2 juillet 1980, est abrogé.

Art. 5. A l'article 2 de l'arrêté royal du 23 mars 1977 relatif à la désignation de receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale, les mots "à l'exception des dispositions de l'article 122bis de ladite loi" sont supprimés.

L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et s'applique, en ce qui concerne la répartition des frais, pour la première fois aux dépenses de l'année civile 1996.

Fait à Bruxelles, le 9 décembre 1997 en autant d'exemplaires originaux que de parties au présent accord.

Pour l'Etat :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,  
L. MARTENS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre wallon de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation,  
des Médias et des Affaires sociales du Gouvernement de la Communauté germanophone,  
K.-H. LAMBERTZ

---

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 3117

[C — 2000/21525]

**23. JUNI 2000 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen, das in Brüssel am 9. Dezember 1997 zwischen dem Staat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Weise der Aufteilung der Kosten der Bezirkseinnehmer und die Weise der Erhebung des Kostenbeitrags durch die Verwaltungen getroffen wurde (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret regelt, in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung, einen in Artikel 128 der Verfassung angeführten Bereich.

**Art. 2** - Dem Zusammenarbeitsabkommen, das in Brüssel am 9. Dezember 1997 zwischen dem Staat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Weise der Aufteilung der Kosten der Bezirkseinnehmer und die Weise der Erhebung des Kostenbeitrags durch die Verwaltungen getroffen wurde, wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
M. ARENA

---

Fussnoten

(1) *Sitzung 1999-2000* :

Dokumente des Rats 94(1999-2000). Nr. 1 und 2.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 7. Juni 2000.

Diskussion — Abstimmung.

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Staat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Weise der Aufteilung der Kosten der Bezirkseinnehmer und die Weise der Erhebung des Kostenbeitrags durch die Verwaltungen**

Aufgrund des Artikels 162 der koordinierten Verfassung vom 17. Februar 1994;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 5 und 92bis § 1, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 4 § 2 und des Artikels 55, abgeändert durch Artikel 122 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der Föderalen Staatsstruktur;

Aufgrund des Artikels 140 des neuen Gemeindegesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 21. Dezember 1994;

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 1955 zur Festlegung der Grundlagen für die Aufteilung der Ausgaben betreffend die Bezirkseinnehmer und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 16. März 1935 zur Einführung eines Garantiefonds für die Geschäftsführung dieser Bezirkseinnehmer, insbesondere des Artikels 1, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. Dezember 1976, vom 15. Dezember 1978 und vom 2. Juli 1980;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1977 über die Bestimmung von Bezirkseinnehmern für die öffentlichen Sozialhilfezentren, insbesondere der Artikel 2 und 4;

In der Erwägung, daß die Föderalbehörde für die Kosten der Bezirkseinnehmer aufkommt und daß es ratsam ist, eine gleichmäßige Aufteilung dieser Kosten auf die von einem Bezirkseinnehmer betreuten Gemeinden und ÖSHZ herbeizuführen;

In der Erwägung, daß es angebracht ist, zwischen den verschiedenen zuständigen Behörden ein Zusammenarbeitsabkommen abzuschließen, da die Aufteilung der Kosten der Bezirkseinnehmer für die Gemeinden einerseits zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde und die Aufteilung der Kosten der Bezirkseinnehmer für die öffentlichen Sozialhilfezentren andererseits zum Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften gehört, haben

der Staat, vertreten durch den Minister des Innern,

die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Flämischen Ministers der Kultur, der Familie und der Sozialhilfe,

die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Wallonischen Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministers für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Zwischen den verschiedenen Parteien wird vereinbart, daß die Föderalbehörde zur Rückforderung aller Ausgaben und Beiträge zugunsten der Bezirkseinnehmer die durch vorliegendes Abkommen festgelegte Aufteilung der Kosten anwenden muß.

Art. 2 – Die Ausgaben und Beiträge der Bezirkseinnehmer werden pro Provinz und pro Kalenderjahr wie folgt aufgeteilt:

1° Der Betrag der aufzuteilenden Kosten wird pro Kalenderjahr festgelegt. Dieser Betrag wird berechnet, indem die für eine bestimmte Verwaltung entstandenen Investitionskosten von der Summe der Kosten der Bezirkseinnehmer abgezogen werden. Diese Investitionskosten werden der Verwaltung, für die diese Ausgaben gemacht worden sind, angerechnet.

2° Die Durchschnittskosten eines Bezirkseinnehmers werden berechnet, indem der Betrag, wie er sich auf die in Nr. 1 vorgesehene Weise ergibt, durch die Gesamtzahl der Bezirkseinnehmer, für die die aufzuteilenden Kosten getragen worden sind, geteilt wird. Die Gesamtzahl der Bezirkseinnehmer wird proportional pro Monat berechnet.

3° Von den Durchschnittskosten eines Bezirkseinnehmers, wie sie sich auf die in Nr. 2 vorgesehene Weise ergeben, wird pro Verwaltung, die von einem Bezirkseinnehmer betreut wird, ein bestimmter Prozentsatz berechnet.

Für Gemeindeverwaltungen hängt dieser Prozentsatz von der Einwohnerzahl ab, und auch der Neueinordnung in Anwendung von Artikel 29 des neuen Gemeindegesetzes wird Rechnung getragen.

Für öffentliche Sozialhilfezentren hängt dieser Prozentsatz von der Einwohnerzahl ab, und auch der Bedeutung der entwickelten Tätigkeit oder der Verfügung über eine Einrichtung einer bestimmten Größe wird Rechnung getragen.

Der Provinzgouverneur bestimmt, zu welcher Kategorie jedes öffentliche Sozialhilfezentrum gehört. Er unterbreitet dem Minister, der jeweils für die Aufsicht der öffentlichen Sozialhilfezentren zuständig ist, diesen Vorschlag zwecks Stellungnahme. Im Falle einer günstigen Stellungnahme oder in Ermangelung einer Stellungnahme innerhalb einer Frist von 45 Tagen, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist, wird der Vorschlag des Gouverneurs endgültig. Im Falle einer ungünstigen Stellungnahme und vorausgesetzt, daß der Gouverneur sich dieser Stellungnahme nicht anschließen kann, sendet er dem Minister des Innern die Akte zwecks Entscheidung zu.

Die Prozentsätze sind die folgenden:

Bevölkerungszahl Gemeinden	Beizutragender Prozentsatz Gemeinden	Beizutragender Prozentsatz ÖSHZ	
		Kategorie A, ohne Einrichtung	Kategorie B, mit Einrichtung oder bedeutender Tätigkeit
1. < 501	5 %	3 %	4 %
2. 501 - 1 500	15 %	6 %	9 %
3. 1 501 - 3 000	20 %	9 %	12 %
4. 3 001 - 4 000	27 %	12 %	16 %
5. 4 001 - 5 000	33 %	14 %	19 %
6. 5 001 - 6 000	40 %	17 %	27 %
7. 6 001 - 8 000	55 %	24 %	34 %
8. 8 001 - 10 000	70 %	30 %	40 %
9. 10 001 - 15 000	90 %	39 %	51 %
10. 15 001 - 20 000	100 %	43 %	57 %
11. 20 001 - 25 000	100 %	90 %	90 %
12. 25 001	100 %	100 %	100 %

4° Zwischen der gemäß Nr. 3 berechneten Summe der Beiträge und der gemäß Nr. 1 berechneten Summe der aufzuteilenden Kosten wird die Differenz berechnet. Diese Differenz wird proportional auf die Verwaltungen aufgeteilt, indem derselbe Verteilerschlüssel benutzt wird wie der, der unter Nr. 3 vorliegenden Artikels festgelegt ist.

Art. 3 – Die in Artikel 2 erwähnte Rückforderung der Kosten kann durch monatliche Vorschüsse erfolgen, die den von einem Bezirkseinknehmer betreuten Verwaltungen angerechnet werden. Diese monatlichen Vorschüsse werden auf der Grundlage des mathematischen Durchschnittsgehalts des Bezirkseinknehmers, einschließlich Beiträgen, berechnet.

Dieses Durchschnittsgehalt wird auf dieselbe Weise wie die, die in Artikel 2 Nr. 3 vorgesehen ist, auf die von einem Bezirkseinknehmer betreuten Verwaltungen aufgeteilt.

Art. 4 – Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 1955 zur Festlegung der Grundlagen für die Aufteilung der Ausgaben betreffend die Bezirkseinknehmer und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 16. März 1935 zur Einführung eines Garantiefonds für die Geschäftsführung dieser Bezirkseinknehmer, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. Dezember 1976, vom 15. Dezember 1978 und vom 2. Juli 1980, wird aufgehoben.

Art. 5 – In Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1977 über die Bestimmung von Bezirkseinknehmern für die öffentlichen Sozialhilfzentren werden die Wörter „mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 122bis obenerwähnten Erlasses« wird aufgehoben.

Artikel 4 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 – Vorliegendes Abkommen tritt am 1. Januar 1997 in Kraft und findet, was die Aufteilung der Kosten betrifft, zum ersten Mal auf die Ausgaben des Kalenderjahres 1996 Anwendung.

Gegeben zu Brüssel, den 9. Dezember 1997 in sovielen Originalen, wie es Parteien zu vorliegendem Abkommen gibt.

Für den Staat:

Der Minister des Innern,

J. VANDE LANOTTE

Für die Flämische Gemeinschaft:

Der Flämische Minister der Kultur, der Familie und der Sozialhilfe,

L. MARTENS

Für die Wallonische Region:

Der Wallonische Minister der sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Minister für Jugend, Ausbildung,  
Medien und Soziales der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

K.-H. LAMBERTZ

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 3117

[C – 2000/21525]

**23 JUNI 2000.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de wijze van omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers en de wijze van de inhouding van de bijdrage in die kosten door de besturen, gesloten te Brussel op 9 december 1997 tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 9 december 1997 betreffende de wijze van omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers en de wijze van de inhouding van de bijdrage in die kosten door de besturen, gesloten te Brussel tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

T. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

M. ARENA

—————  
Nota's

(1) *Zitting 1999-2000* :

Stukken van de Raad 94 (1999-2000). Nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 7 juni 2000.

Bespreking. — Stemming.

—————  
**Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de wijze van omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers en de wijze van de inhouding van de bijdrage in die kosten door de besturen**

Gelet op het artikel 162 van de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op de artikelen 5 en 92bis, § 1, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op het artikel 4, paragraaf 2, en het artikel 55, gewijzigd bij artikel 122 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;



Gelet op het artikel 140 van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 februari 1955 houdende de vaststelling van de grondslagen voor de omslag van de uitgaven met betrekking tot de gewestelijke gemeenteontvangers en wijziging van het koninklijk besluit van 16 maart 1935 tot instelling van een waarborgfonds voor het beheer van de gewestelijke gemeenteontvangers, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 december 1976, 15 december 1978 en 2 juli 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende de aanduiding van gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op de artikelen 2 en 4;

Overwegende dat de kosten van de gewestelijke ontvangers uitgegeven worden door de federale overheid en het aangewezen is een evenwichtige verdeling van die kosten te bewerkstelligen tussen de gemeenten en O.C.M.W.'s die bediend worden door een gewestelijk ontvanger;

Overwegende dat, gezien de omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers voor de gemeenten tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort enerzijds en de omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort anderzijds, het aangewezen is hieromtrent een samenwerkingsakkoord tussen de verschillende bevoegde overheden te treffen;

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering, in de persoon van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van de Waalse Minister van Sociale actie, Huisvesting en Gezondheid;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering, in de persoon van de Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Zaken van de Duitstalige Gemeenschapsregering,

Kwamen overeen wat volgt :

Artikel 1. De verschillende partijen komen overeen dat de federale overheid voor de recuperatie van alle uitgaven en bijdragen ten behoeve van de gewestelijke ontvangers de bij dit akkoord vastgestelde verdeling van de kosten dient te hanteren.

Art. 2. De uitgaven en bijdragen van de gewestelijke ontvangers worden, per provincie en per kalenderjaar op volgende wijze omgeslagen :

1° Per kalenderjaar wordt het bedrag van de om te slagen kosten vastgesteld.

Dit bedrag wordt bekomen door de som van de kosten van de gewestelijke ontvangers te verminderen met de investeringskosten gedaan voor een bepaald bestuur. Die investeringskosten worden aangerekend aan het bestuur voor hetwelk die uitgaven verricht werden.

2° De gemiddelde kostprijs van een gewestelijke ontvanger wordt berekend door het bedrag bekomen op de in 1° bepaalde wijze te delen door het totaal aantal gewestelijke ontvangers voor wie de om te slagen kosten werden verricht.

Het totaal aantal gewestelijke ontvangers wordt pro rata per maand berekend.

3° Van de gemiddelde kostprijs van een gewestelijke ontvanger bekomen op de in 2° bepaalde wijze wordt per bestuur, bediend door een gewestelijke ontvanger, een bepaald procent berekend.

Voor de gemeentebesturen is dit procent afhankelijk van het aantal inwoners en wordt er eveneens rekening gehouden met de klasseverheffing in toepassing van artikel 29 van de nieuwe gemeentewet.

Voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is dit procent afhankelijk van het aantal inwoners en wordt er eveneens rekening gehouden met de belangrijkheid van de ontplooiende activiteiten of het beschikken over een instelling van een zekere omvang. De gouverneur van de provincie bepaalt de categorie tot dewelke elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn behoort. Hij onderwerpt dit voorstel aan het advies van de respectieve minister die bevoegd is voor het toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. In geval van een gunstig advies of bij het ontbreken van een advies binnen een termijn van 45 dagen, waarbij de postdatum als bewijs van verzending geldt, wordt het voorstel van de gouverneur definitief. In geval van een ongunstig advies en indien de gouverneur zich niet bij dit advies kan neerleggen, zendt hij het dossier voor beslissing naar de Minister van Binnenlandse Zaken.

De procenten zijn de volgende :

Bevolkingscijfer gemeenten	Bij te dragen percentage gemeenten	Bij te dragen percentage O.C.M.W.'s	
		Categorie A, zonder instelling	Categorie B, met instelling of belangrijke activiteit
1. < 501	5 %	3 %	4 %
2. 501 - 1 500	15 %	6 %	9 %
3. 1 501 - 3 000	20 %	9 %	12 %
4. 3 001 - 4 000	27 %	12 %	16 %
5. 4 001 - 5 000	33 %	14 %	19 %
6. 5 001 - 6 000	40 %	17 %	27 %
7. 6 001 - 8 000	55 %	24 %	34 %
8. 8 001 - 10 000	70 %	30 %	40 %
9. 10 001 - 15 000	90 %	39 %	51 %
10. 15 001 - 20 000	100 %	43 %	57 %
11. 20 001 - 25 000	100 %	90 %	90 %
12. 25 001	100 %	100 %	100 %

4° Het verschil wordt berekend tussen de som van de bijdragen berekend overeenkomstig 3° en de som der om te slagen kosten berekend overeenkomstig 1°. Dit verschil wordt op evenredige wijze, gebruik makend van dezelfde verdeelsleutel als vastgesteld in 3° van dit artikel, verdeeld over de besturen.

Art. 3. De recuperatie van de kosten bedoeld in artikel 2 kan gebeuren bij wijze van maandelijke voorschotten die aangerekend worden aan de besturen die bediend worden door een gewestelijke ontvanger. Die maandelijke voorschotten worden berekend op basis van de mathematisch gemiddelde wedde van de gewestelijke ontvanger, de bijdragen inbegrepen.

Die gemiddelde wedde wordt omgeslagen over de besturen bediend door een gewestelijke ontvanger op dezelfde wijze als bepaald bij artikel 2, 3°.

Art. 4. Het artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 februari 1955 houdende de vaststelling van de grondslagen voor de omslag van de uitgaven met betrekking tot de gewestelijke gemeenteontvangers en wijziging van het koninklijk besluit van 16 maart 1935 tot instelling van een waarborgfonds voor het beheer van de gewestelijke gemeenteontvangers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 december 1976, 15 december 1978 en 2 juli 1980, wordt opgeheven.

Art. 5. In het artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende de aanduiding van gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, worden de woorden « met uitzondering van de beschikkingen van artikel 122bis van voornoemde wet » geschrapt.

Het artikel 4 van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking op 1 januari 1997 en is, wat de omslag van kosten betreft, voor de eerste maal van toepassing op de uitgaven van het kalenderjaar 1996.

Opgemaakt te Brussel op 9 december 1997 in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn bij dit akkoord.

Voor de Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,  
L. MARTENS

Voor het Waalse Gewest :

De Waalse Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister van Jeugd, Vorming,  
Media en Sociale Zaken van de Duitstalige Gemeenschapsregering,  
K.-H. LAMBERTZ